



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 Saint-Barthélémy

Saint-Barthélémy, le 5 décembre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PIGEON GRANULATS LOIRE ANJOU

54 avenue de l'Atlantique à Laval
53000 Laval

Références : 2024-370_INSP_RAP_EP_PIGEON GRANULATS L-A – Rairies
Code AIOT : 0006309157

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/10/2024 dans l'établissement PIGEON GRANULATS LOIRE ANJOU implanté Lieu-dit Chalou 49430 Les Rairies. L'inspection a été annoncée le 24/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées, au titre de la fréquence triennale. La dernière visite a eu lieu en avril 2021.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PIGEON GRANULATS LOIRE ANJOU
- Lieu-dit Chalou 49430 Les Rairies
- Code AIOT : 0006309157
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Il s'agit d'une carrière hors d'eau de sables et graves alluvionnaires du Loir autorisée par arrêté préfectoral du 30 octobre 2017, pour une durée de 10 ans. L'emprise de l'établissement autorisée est de 21,7 ha, dont 18,2 ha de surface exploitée pour une production maximum de 180 000 t/an. Le site ne comporte pas d'installations de traitement des matériaux extraits, ceux-ci étant traités dans les installations de l'exploitant situées "Clos des Suzerolles" à Seiches-sur-le-Loir.

Suite à une demande de changement d'exploitant (anciennement Carrières de Seiches) et de modification des conditions de remise en état de la carrière, un arrêté préfectoral complémentaire a été pris le 5 juillet 2021.

Enfin, l'arrêt d'un autre site de l'exploitant l'a amené à solliciter une augmentation de la production

annuelle à 300 000 tonnes au maximum, 250 000 tonnes en moyenne, actée par l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2023.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Conduite de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 30/10/2017, article 2.4.6	Demande d'action corrective	
4	Intégration dans le paysage	Arrêté Préfectoral du 30/10/2017, article 2.2.1	Demande d'action corrective	
6	Trafic - Circulation des engins et véhicules	Arrêté Préfectoral du 30/10/2017, article 2.4.4	Demande d'action corrective	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Exploitation	Arrêté Préfectoral du 30/10/2017, article 2.4.3.2	Sans objet
3	Surveillance des émissions de poussières	Arrêté Préfectoral du 30/10/2017, article 3.3.3	Sans objet
5	Surveillance des eaux	Arrêté Préfectoral du 30/10/2017, article 3.2.9.2	Sans objet
7	Production autorisée	Arrêté Préfectoral du 27/10/2023, article 3	Sans objet
8	Emissions sonores	Arrêté Préfectoral du 27/10/2023, article 4	Sans objet
9	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 05/07/2021, article 6	Sans objet
10	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 05/07/2021, article 7	Sans objet
11	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 05/07/2021, article 3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a apporté des réponses globalement satisfaisantes aux constats relevés lors de la visite d'avril 2021. La visite d'octobre 2024 conduit à formuler de nouvelles demandes visant notamment à améliorer l'intégration paysagère.

L'exploitant a fait état de ses problématiques concernant l'avancement de l'exploitation au regard de la mauvaise qualité du gisement rencontré. Le volume de matériaux exploitable s'avère en effet nettement plus faible que celui attendu, le matériau recherché se limitant à une épaisseur de 1 m à

1,5 m seulement. L'exploitation devrait s'arrêter plus tôt que prévu, soit dans le courant du premier trimestre 2025.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conduite de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/10/2017, article 2.4.6
Thème(s) : Autre, Plan d'exploitation
Prescription contrôlée : Un plan d'échelle minimale de 1/500° de l'exploitation est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an ...
Constats : Suite de la visite du 28/04/2021 : L'exploitant a présenté de plan annuel d'exploitation établi selon les relevés d'octobre 2023. Ce plan au format papier A0 est toujours à l'échelle 1/1000. Il indique qu'une échelle plus grande ne permet pas de représenter l'ensemble du site sur un plan au format papier A0. Il propose, pour respecter la prescription de l'arrêté préfectoral, de fournir le plan à l'échelle 1/500 sur deux planches au format A0 juxtaposées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de fournir le plan annuel d'exploitation 2024 tel qu'il le propose, à l'échelle 1/500.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 2 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/10/2017, article 2.4.3.2
Thème(s) : Autre, Epaisseur et profondeur d'extraction
Prescription contrôlée : L'épaisseur maximale d'extraction et la cote minimale d'exploitation sont de : <ul style="list-style-type: none">• Epaisseur maximale d'extraction de 8 m ;• Cote minimale du fond de fouille 22,7 mNGF. En outre, l'extraction est conduite en toute circonstance au moins 0,5 m au-dessus de la nappe des alluvions du Loir. Lorsque le niveau de la nappe est supérieur à 22,2mNGF, l'exploitant remonte la cote d'extraction en conséquence. La surveillance hebdomadaire prévue à l'article 3.2.9.2 est mise en œuvre par l'exploitant pour s'en assurer.
Constats : Suite de la visite du 28/04/2021 : L'exploitant indique que la mauvaise qualité du gisement le contraint à n'exploiter que la partie supérieure sur une épaisseur de 1 m à 1,5 m. L'ensemble du fond de fouille de la carrière est hors d'eau le jour de la visite. A noter que l'année

2024 a été particulièrement pluvieuse et que les nappes phréatiques sont au plus haut. Il n'y a donc pas d'exploitation dans la nappe.

D'après le plan d'exploitation de l'année 2023, année pendant laquelle a été exploitée la partie sud du site, le fond de fouille se situe à une altitude d'environ 24 m NGF sur l'ensemble de la surface exploitée.

Par ailleurs, l'exploitant a présenté son registre de suivi piézométrique. Il montre que ce suivi est bien réalisé hebdomadairement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Surveillance des émissions de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/10/2017, article 3.3.3

Thème(s) : Risques chroniques, mise en œuvre du plan de surveillance

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit un plan de surveillance des émissions de poussières. Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre.

Le plan de surveillance comprend :

- au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) ;
- le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b) ;
- une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c).

Constats :

Suite de la visite du 28/04/2021 :

Il est constaté que la jauge de mesure des retombées de poussières au lieu-dit La Bouchardière est en place et que celle située en limite Est du site a été repositionnée correctement de sorte à ne pas être sous l'influence de la végétation qui se développe.

Les mesures de retombées de poussières sont réalisées semestriellement. Le rapport des mesures en date du 26/04/2024 donne la valeur de 30 mg/m²/j en moyenne annuelle glissante.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Intégration dans le paysage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/10/2017, article 2.2.1

Thème(s) : Autre, Plantations de haies en limite de site

Prescription contrôlée :

Les aménagements paysagers déjà réalisés sont conservés, entretenus et complétés par les dispositions prévues par la demande d'autorisation d'exploiter. Ces aménagements comprennent

<p>en limite d'emprise notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le renforcement de la haie à l'Ouest-Nord-Ouest du projet sur 370 m de long ; • la création d'une haie au Nord et à l'Est de l'emprise le long du chemin de Durtal sur 930 m de long ; • la création d'une haie au Sud-Est de l'emprise, en renforcement des arbres existants dans le jardin des riverains du Bas de Chalou, sur 110 m de long ; • un bosquet de 1400 m² au Nord-Est de l'emprise, entre la chapelle et l'emprise.
<p>Constats :</p> <p>Suite de la visite du 28/04/2021 :</p> <p>Il avait été constaté que de nombreux plants de la haie longeant la voie communale au nord du site n'avaient pas pris. Il était demandé que la haie soit entretenue pour assurer l'efficacité attendue de cette intégration paysagère.</p> <p>Cette nouvelle visite conduit à constater que la haie ne joue pas pleinement son rôle. Il subsiste plusieurs trouées et il s'avère que les plants se développent assez peu.</p> <p>L'exploitant indique avoir fait procéder à des opérations d'entretien par un paysagiste, mais que la qualité des sols ne favorise pas la prise des plants et leur développement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de s'assurer par tout moyen que la haie soit suffisamment fournie et que les plants qui ne prennent pas soient remplacés dans les meilleurs délais.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>

N° 5 : Surveillance des eaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/10/2017, article 3.2.9.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant effectue, en période de basses eaux et en période de hautes eaux, une mesure du niveau d'eau dans les ouvrages cités à l'article 3.2.7 tant qu'ils existent. Aux mêmes périodes, l'exploitant relève ou collecte la cote en m NGF atteinte par le Loir au niveau de la station la plus proche (pont de Durtal). En période d'extraction, dès lors que le fond d'excavation devient inférieur à 24,68 m NGF, l'exploitant effectue une mesure hebdomadaire du niveau d'eau atteint par la nappe alluviale du Loir dans l'ouvrage en eau le plus proche du secteur excavé parmi ceux cités à l'article 3.2.7. La localisation du secteur excavé et la cote de fond de fouille associée sont également enregistrées par l'exploitant.</p> <p>L'exploitant réalise à compter du démarrage du remblaiement, une analyse tous les ans portant au moins sur les paramètres prévus à l'article 3.2.8.1 au niveau des eaux présentes dans :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les 5 piézomètres ; • les 3 puits suivants : « Les Bois », « le Petit Bonheur » et « La Bouchardière » ; • au point bas de l'excavation (en cas de présence d'eau).
<p>Constats :</p> <p>Suite de la visite du 28/04/2021 :</p> <p>Il avait été constaté que le piézomètre pz1 était sec sur les trois derniers rapports de surveillance des eaux souterraines (2020 et 2021), et que des résultats étaient établis seulement pour 3</p>

piézomètres sur les 5 requis.

Lors de la visite, l'exploitant a confirmé que le piézomètre pz1 a été refait pour atteindre une profondeur suffisante dans la nappe d'eau souterraine. Il a également présenté le dernier rapport disponible de la surveillance des eaux souterraines, en date du 27/09/2023.

L'inspection prend note de la réalisation du programme de surveillance sur les 5 piézomètres, et observe que 2 puits chez les riverains sont à sec. Cet état peut s'expliquer par les conditions météorologiques très sèches lors de la période d'étiage 2023.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Trafic - Circulation des engins et véhicules

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/10/2017, article 2.4.4

Thème(s) : Autre, Trafic à l'extérieur du site

Prescription contrôlée :

Un panneau de « Stop » et un marquage au sol sont présents sur la voie de sortie de la carrière, au niveau de l'intersection avec la voie publique.

L'accès est aménagé de façon à ce qu'il n'y ait pas de stationnement de véhicule sur la voie publique.

Toutes dispositions sont prises pour que les véhicules sortant de l'installation et leur chargement ne soient pas à l'origine de nuisances par pertes de matériaux, envols ou dépôts chez des tiers ou sur la voie publique. L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour que le chargement des véhicules sortant du site soit stabilisé (aplatissement du chargement,...) afin de limiter les pertes de matériaux. Le cas échéant, des dispositifs tels que le lavage des roues des véhicules ou tout autre dispositif équivalent sont prévus.

Constats :

Suite de la visite du 28/04/2021 :

Il avait été constaté que le marquage au sol "stop" en sortie du site n'était pas visible.

Lors de la visite, il est toujours constaté que ce marquage n'est pas visible. Par ailleurs, l'état de la voie d'accès à la voie publique ne permet pas de garantir l'absence d'entraînement de salissures. En particulier, il est constaté des dépôts de boue et de poussière sur la voie communale.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de prendre toute disposition permettant de s'assurer de l'état de propreté de la voie communale en sortie du site de la carrière. Le cas échéant, le nettoyage de la voirie doit être réalisé autant que nécessaire.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 7 : Production autorisée

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/10/2023, article 3

Thème(s) : Autre, Comptabilisation des flux de matériaux

Prescription contrôlée :

La production maximale annuelle de la carrière ne peut dépasser 300 000 t (matériaux extraits).

La production moyenne annuelle de la carrière est de 250 000 t.
Le tonnage total de produits à extraire est de l'ordre de 1,3 millions de tonnes.
Les quantités de matériaux entrant et sortant de la carrière sont comptabilisées. Les tonnages correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Le site ne dispose pas d'un pont bascule pour la pesée des matériaux. La pesée est réalisée dans ses installations du "Clos des Suzerolles" à Seiches-sur-le-Loir.

L'exploitant a présenté son registre informatisé des pesées des matériaux entrants et sortants de la carrière. Au 30 septembre 2024, la quantité de matériaux extraits est de 152 545 tonnes. Le rythme annuel s'établit à environ 200 000 tonnes, soit bien inférieur à celui espéré pour compenser l'arrêt d'une autre carrière exploitée sur la commune de Bazouges-sur-le-Loir (72).

L'exploitant indique que le gisement est finalement de mauvaise qualité en profondeur et qu'il ne peut exploiter que l'horizon supérieur sur une épaisseur de 1 à 1,5 m. Ainsi, le gisement techniquement exploitable pour la commercialisation des matériaux sera épuisé dans le courant du 1^{er} trimestre 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Emissions sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/10/2023, article 4

Thème(s) : Autre, Respect des valeurs limites

Prescription contrôlée :

Les niveaux de bruit à ne pas dépasser en limites de propriété de l'établissement doivent permettre de respecter les valeurs d'émergences admissibles. Ces niveaux ne doivent pas être supérieurs aux valeurs suivantes :

Niveau admissible de bruit en dB(A) en limites de propriété, pour la période diurne de 7h00 à 22h00 sauf dimanches et jours fériés :

- Limite Nord-Ouest en direction de la ZER «Les Bois» : 64,4
- Limite Est en direction de la ZER «Chalou» : 57
- Limite Sud-Est en direction de la ZER «Le Bas Chalou» : 62,6
- Limite Ouest en direction de la ZER «Le Petit Bonheur» : 66,4

Constats :

L'exploitant a fourni le dernier rapport de mesure des émissions sonores daté du 28/09/2023. Ce rapport montre que les émergences en zone à émergence réglementée sont conformes aux valeurs limites réglementaires, ne dépassant pas 2 dB(A).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2021, article 6

Thème(s) : Autre, Apports extérieurs

Prescription contrôlée :

Les déchets admis pour le remblaiement de l'excavation proviennent des installations de traitement de matériaux situées à «Clos des Suzerolles » sur la commune de Seiches-sur-Loir (9 000 t/an de limons argileux), de la carrière située « aux Miniers » sur la commune de Bazouges-sur-le-Loir (9 000 t/an de stériles d'extraction) et de chantiers du BTP (100 000 t/an maximum).

Constats :

Le registre informatisé des entrées / sorties du site de la carrière indique que, du 01/11/2023 au 30/09/2024, la quantité de matériaux inertes apportée sur le site pour procéder aux opérations de remblayage est de 44 630 tonnes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2021, article 7

Thème(s) : Autre, Remblaiement

Prescription contrôlée :

La capacité maximale d'accueil de matériaux extérieurs n'excède pas 118 000 t/an, sauf accord préalable de l'administration.

Le transport des apports extérieurs est effectué autant que possible en double fret.

La carrière est remblayée dans la partie Nord-Ouest de l'excavation, sur les parcelles n° 260, n°1394 et n°1664 de la section B du plan cadastral des Rairies. Le remblaiement est réalisé au minimum jusqu'à 1 m en dessous du niveau du terrain naturel. Les apports de remblais peuvent si besoin être utilisés pour le talutage définitif du front dans le cadre de la remise en état.

L'objectif sur le reste de l'excavation est, après le remblaiement partiel sur une hauteur maximum de 1,50 m, de taluter des fronts et régaler les stériles et la terre végétale issus du site sur l'ensemble afin de rendre aux terrains une vocation de prairie. Le point bas du remblaiement n'est pas inférieur à 23 mNGF et le point haut n'est pas supérieur à 24,5 mNGF.

Constats :

La partie nord-ouest de la carrière a été remblayée et réaménagée.

La zone ouest et sud de la carrière est en cours de réaménagement. Le remblayage est de faible épaisseur compte tenu de l'exploitation limitée du gisement en profondeur.

La partie nord du site est en cours d'extraction également sur une faible profondeur.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2021, article 3

Thème(s) : Autre, Montant et acte de cautionnement

Prescription contrôlée :

Les montants TTC des garanties financières prévus à l'article 1.5.2 de l'arrêté préfectoral DIDD/BPEF/2017 n° 282 du 30 octobre 2017 sont remplacés par les montants suivants (définis avec comme référence l'indice TP01 de janvier 2021 égal à 111,2) :

- Phase 1 : 401 208 € ;

- Phase 2 : 536 758 € ;

Dans les quinze jours suivants la réception du présent arrêté, le nouvel exploitant transmet l'acte de cautionnement relatif aux garanties financières, actualisé avec le dernier indice TP01 en vigueur et conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières. Les détails du calcul sont communiqués simultanément (emprises considérées et plan associé, indice TP01).

Constats :

La carrière est exploitée en 2 phases quinquennales. La phase 1 couvre la période d'exploitation 2017 - 2022 et la phase 2 couvre la période d'exploitation 2022 - 2027.

L'exploitant a fourni un acte de cautionnement des garanties financières valable au titre de la phase 2 pour un montant de 463 936 €. Il a indiqué que le calcul du montant des garanties financières est erroné du fait des surfaces en exploitation prises en compte.

L'exploitant a indiqué qu'un nouvel acte de cautionnement a été demandé et qu'il sera transmis dès réception.

Suite à la visite, l'exploitant a transmis un nouvel acte de cautionnement émis le 11/10/2024 pour un montant de 632 773 €.

Type de suites proposées : Sans suite